

Congrès de la Société québécoise de science politique

Voix/voies politiques
Citoyenneté, représentation et transformation

19, 20 et 21 mai 2016
Université de Laval
Québec, Canada

Appel à communication

Finances publiques et démocratie

Les finances publiques couvrent un ensemble d'activités d'extraction et d'allocation de ressources nécessaires à la conduite d'une diversité de politiques publiques. Elles sont l'objet de luttes de sens en termes de cadrage et contre-cadrage, de travail de montage, quantification et de justification des montants de dépenses et de recettes à réduire ou à augmenter, de définition et choix de secteurs à imposer et/ou à financer, de programmes et de stratégies de mise en œuvre, enfin de contrôle et d'évaluation. Elles mobilisent des configurations d'acteurs, de ressources et de règles dans le but de produire et de coordonner des réponses à apporter aux attentes et besoins formulés par les groupes sociaux organisés au sein de la communauté des citoyens et reconnus comme relevant de la responsabilité des autorités publiques. De la définition de leur contenu à leur pilotage le plus fin, les finances publiques sont soumises à des échanges politiques multiples pour tenter d'intégrer des attentes et des logiques contradictoires dans la résolution des problèmes publics. D'un bout à l'autre de leur cycle, elles sont ouvertes à des formes de participation destinées à intégrer l'expression d'intérêts sociaux divers.

Ce constat signifie-t-il que la fabrique des finances publiques est la traduction de processus de démocratie représentative et/ou de démocratie protestataire, rythmés, l'une comme l'autre, par des mécanismes sociaux comme le conflit et la négociation, la domination et la contestation, la collusion et les arrangements ? Cette interrogation invite à (re)penser les finances publiques comme enjeux cruciaux inscrits au cœur des paradoxes de la vie démocratique moderne. Elles sont, au regard de l'idéal démocratique, profondément imparfaites, incertaines, incohérentes et fragiles, mais toujours placées sous le signe de la compétition politique et de la quête de l'intégration sociale par la régulation et le contrôle. Toutefois, le substrat démocratique semble aujourd'hui battu en brèche par certaines interprétations relatives à la réduction du rôle du politique ou de la dépolitisation des finances publiques. Le chercheur peut se poser et discuter la question de savoir si, dans un contexte de crise des finances publiques marqué d'un côté par des politiques d'austérité et de l'autre par des pratiques d'évasion fiscale, les politiques de finances publiques sont toujours (ou non) une affaire de démocratie. Dans un cas comme dans l'autre, qui sont les gagnants et les perdants du mode de gouvernement des finances publiques au regard des règles du jeu démocratique ou dé-démocratisé ?

L'objectif de cet atelier est de présenter et mettre en débats les principaux éléments qui permettent de comprendre en quoi les finances publiques sont une des entrées principales pour comprendre la démocratie contemporaine en action.

Les propositions de communication peuvent adressées à
mohamed.djouldem @univ-montp3.fr
genevieve.tellier@uottawa.ca